

Serv. EC + financier

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT  
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN  
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, le 6 février 1990

Note d'informationAux membres du Conseil fédéral

Symposium de Davos:  
Rencontres avec des hauts responsables  
d'Europe centrale et orientale

an	H/A	CA	JVDHC	a/a
Datum	92			
Visa	X			
EDA	8. Feb. 1990			
Ref.	A.C.W. 111.0.			

Nous vous soumettons ci-joint un document qui, de manière succincte, fait état des demandes qui ont été formulées aux cours des entretiens bilatéraux que j'ai eus en marge du symposium de Davos les 3 et 4 février 1990.

La Direction politique de mon département est chargée d'assurer le suivi des différentes demandes formulées en prenant, le cas échéant, les contacts nécessaires avec les départements concernés.

LE DEPARTEMENT FEDERAL  
DES AFFAIRES ETRANGERES

René Felber



## NOTE D'INFORMATION AU CONSEIL FEDERAL

Rencontres du Conseiller fédéral René Felber avec des hauts responsables d'Europe centrale et orientale (en marge du symposium de Davos, 3-4 février 1990)

## Synthèse des informations et demandes reçues

## RDA: PM Modrow(MO)

Constatant que la RDA a du faire en une semaine ce que la Pologne a fait en un an, MO insiste sur la nécessité de pouvoir consolider un Etat de droit, particulièrement au regard des manipulations et du monopole politique du passé. L'expérience de la Suisse comme Etat neutre lui donne un rôle particulier dans ce domaine et MO souhaiterait que l'on puisse mettre à disposition, le moment venu des juristes internationalement reconnus. BRF signale pour sa part la disponibilité, sur demande, d'observateurs de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe pour les élections du 18 mars prochain. MO souhaiterait également une coopération économique élargie avec la Suisse.

## Bulgarie: PM Loukanov(LO)

Dans le domaine financier/bancaire, LO souhaite le soutien de la Suisse et les conseils de ses milieux spécialisés. Une mission exploratoire bulgare pourrait venir dans de brefs délais. BRF précise qu'il s'agit avant tout d'établir une liste des problèmes prioritaires. Les autorités bulgares requièrent aussi la collaboration de la Suisse afin de déterminer si l'ancien SG du PC Jivkov a déposé des avoirs illégaux en Suisse. Dans un premier temps LO souhaiterait un blocage préventif des avoirs Jivkov, y compris d'éventuelles propriétés immobilières. BRF précise la lettre et l'esprit de la loi suisse en la matière.

## Hongrie: Vice-PM Medgyessy(ME)

ME souligne que l'origine des réformes hongroises a sa source dans l'action du gouvernement et que l'initiative politique doit être soutenue par des transformations économiques. En particulier, il s'agit de rattraper 40 ans de retard dans l'accumulation de capital. ME signale ainsi la création d'une

H → "Fondation pour la privatisation" (capital: 80 mio USD) qui canalise l'aide dans ce domaine et qui est ouverte aux privés comme aux gouvernements (avec participation au conseil de fondation, y compris pour des étrangers). La Suisse pourrait être intéressée à aider ceux qui veulent ainsi devenir entrepreneurs. La question de la mobilisation du potentiel intellectuel des émigrés hongrois est également évoqué et pourrait être étudiée en Suisse.

#### Tchécoslovaquie: PM Calfa(CA)

→ CA précise que son pays a des besoins très spécifiques dans trois domaines: recherche de solutions dans le domaine de l'écologie (énormes dégâts causés par la production énergétique à partir de charbon), du système bancaire (très arriéré, voire inexistant), ainsi que dans la production et distribution pharmaceutique. BRF mentionne la position de pointe dans la formation d'experts, la législation et l'application de normes en matière de protection de l'environnement en Suisse et le rôle du secteur privé dans les deux autres domaines. On pourrait solliciter les nombreux émigrés tchécoslovaques (médecins notamment) dans un programme de coopération. CA souhaiterait également la suppression le plus rapidement possible de l'obligation du visa pour les ressortissants tchèques, qui ont de la peine à comprendre le sens de telles restrictions. BRF mentionne le besoin de réciprocité en la matière, ce a quoi CA se déclare disposé.

#### URSS: Vice-PM Abalkine(AB)

AB insiste sur la priorité accordée à l'Europe par l'Union soviétique, qui réalise 80% de ses affaires dans cet espace et qui se sent proche de cette mentalité. Dans sa stratégie politique et économique, l'URSS serait très intéressée, au plan bilatéral avec la Suisse, à connaître mieux le fonctionnement du système fédéraliste et à s'en inspirer. Quant à la réforme des structures économiques, AB souligne l'importance de la mise en place des mécanismes du marché, sans causer de dérèglements excessifs. Les spécialistes soviétiques doivent apprendre à réaliser la déconcentration et la démonopolisation et pour cela encourager la création de PME. L'expérience suisse en la matière est précieuse. Il en est de même de la formation de cadres moyens et inférieurs. Pour tout cela l'URSS doit sortir de schémas de pensée inspirés par le gigantisme. Des relations ont déjà été établies avec les Etats-Unis, la Suède et le Japon. AB estime qu'on ne peut être liés par un seul type d'expérience. BRF rappelle que la régionalisation économique de la Suisse est à la source de son équilibre. Il suggère que l'URSS envoie sous peu une délégation d'experts pour établir des demandes précises.

Yougoslavie: PM Markovic(MA)

Dressant un bilan de tous les efforts entrepris par la Yougoslavie depuis 1989 (le dernier en date étant la convertibilité du Dinar) MA ne sollicite guère plus que le soutien de l'AELE dans le cadre du Comité mixte. Il serait intéressé (sur proposition de BRF) à un échange de vues entre experts sur des questions de fédéralisme.

CD 5.2.1990